

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1968.

Loi en vigueur: 1973.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 516 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés, membres de coopératives, apprentis et étudiants.

Régime spécial pour les fonctionnaires et le personnel des entreprises de l'Etat.

Assurance volontaire pour les personnes qui ont été assujetties à la sécurité sociale pendant au moins 6 mois.

Sources de financement

Assuré: 2,4% du salaire.

Employeur: 3,6% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou 50 ans si vieillissement prématuré) ou 30 ans de service effectifs. 20 ans d'immatriculation et 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années (à titre transitoire, les travailleurs âgés bénéficient d'un crédit spécial pour les années antérieures à 1968). Cessation de toute activité rémunérée. Pas payée à l'étranger, sauf si accord de réciprocité.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 5 ans d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours des 12 derniers mois. Pas de stage si accident non professionnel.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 20% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1,33% du salaire pour chaque tranche de 12 mois de cotisation au-delà de 180 mois.

Pension minimum et maximum: 60% du salaire minimum le plus élevé, et 80% du salaire de l'assuré.

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire égale à un mois de salaire par année d'assurance, si âgé de 55 ans, ayant cessé toute activité et n'ayant pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations du coût de la vie.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 20% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1,33% du salaire pour chaque tranche de 12 mois de cotisations au-delà de 180 mois. Années au-dessous de 55 ans à la date de la demande comptées comme périodes de 6 mois par année.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Pension minimum et maximum: 60% du salaire minimum le plus élevé, et 80% du salaire de l'assuré.

Pensions ajustées selon les variations du coût de la vie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré. Payable à la veuve âgée de 40 ans ou invalide. Egalement payée au veuf invalide à charge.

Pensions d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 16 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide); 40% si orphelin de père et de mère.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de pension de base pour chaque tranche de 6 mois d'assurance si le défunt ne remplissait pas les conditions pour bénéficier d'une pension.

Pensions ajustées selon les variations du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite et un directeur.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1973.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 12 mois d'immatriculation avant l'accouchement.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance. (Le Code du travail impose à l'employeur l'octroi de congés de maladie payés.)

Prestations de maternité: 100% du salaire journalier moyen (la moitié à la charge de l'employeur).

Dues pour 8 semaines avant et 6 semaines après l'accouchement (prolongées de 3 semaines au maximum en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Aucune fournie par l'assurance.

(Le Code du travail impose à l'employeur l'octroi de certains services médicaux.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1964.

Loi en vigueur: 1973.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, membres de coopératives, apprentis et étudiants.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2,5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 66 2/3% du salaire journalier moyen, plus allocations familiales (voir ci-dessous). Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 85% du salaire moyen, si incapacité totale. Pour incapacité partielle, pourcentage de la pension complète proportionnel au degré d'incapacité.

Somme forfaitaire égale à 3 fois la pension annuelle si incapacité de moins de 20%.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux, dentaires et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, transport et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré. Egalement payée au veuf invalide à charge.

Pensions d'orphelins: 10% du salaire pour chaque orphelin et 15% pour chaque orphelin de père et de

mère de moins de 16 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Père et mère à charge: 10% du salaire chacun.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension d'incapacité totale permanente de l'assuré.

Allocation funéraire: 30 jours du salaire journalier moyen de l'assuré.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion des cotisations et prestations.

Les employeurs doivent se couvrir de leur responsabilité auprès de la caisse.

Prime de naissance: Somme forfaitaire de 6 000 francs pour chacune des 3 premières naissances.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Les employeurs peuvent verser des prestations directement à leurs travailleurs.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1973.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant 1 enfant ou plus. Également pensionnés avec enfants à charge.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 10% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 16 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 3 mois consécutifs et doit travailler 18 jours ou 120 heures par mois (ou être bénéficiaire d'une prestation d'assurance sociale).

Allocation prénatale: Examens médicaux prescrits par la loi.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 2 000 francs par mois pour chaque enfant du 1er au 6e.

Allocation prénatale: 500 francs par mois pendant 9 mois (payée en 3 versements).